

Appel d'Offres Ouvert

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P. n° 10/2025 du 09 Avril 2025)

*Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique
et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1^{er} Avril 2019*

**La fourniture de produits de cafétéria (boissons chaudes et
potages) incluant la mise à disposition, l'exploitation
et la gestion d'un parc de distributeurs**

Le présent C.C.A.P. n° 10/2025 comporte : 17 feuillets numérotés de 1 à 17

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Acheteur :

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Navarre-Côte Basque a été créé par convention constitutive du 30 Juin 2016.

Ce GHT est actuellement constitué par les établissements suivants :

- Le Centre Hospitalier de la Côte Basque (CHCB), établissement support du GHT,
- Le Centre Hospitalier de Saint Palais (CHSP),
- L'Etablissement Public de Garazi (EPS GARAZI),
- L'EHPAD Jean Dithurbide de SARE,
- L'EHPAD Larrazkena d'HASPARREN.

L'ensemble de ces établissements est en direction commune.

L'établissement concerné par la présente consultation est le Centre Hospitalier de la Côte Basque (CHCB).

1.2 Titulaire :

L'opérateur économique (individuel ou mandataire en cas de groupement) dont l'offre a été retenue et le marché notifié est désigné par le terme « Titulaire ».

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU MARCHE / DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet du marché :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent : La fourniture de produits de cafétéria (boissons chaudes et potages) incluant la mise à disposition, l'exploitation et la gestion d'un parc de distributeurs pour divers services du Centre Hospitalier de la Côte Basque (CHCB).

Lieu d'exécution : divers services du CH de la Côte Basque (voir détail dans le CCTP joint).

2.2 Type et forme du marché :

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire.

Les prestations concernées sont de type fournitures, à bons de commande, avec quantités minimum et maximum, en application des articles R 2162-1 et R.2162-13 du Décret n° 2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

Ces prestations sont classées, en application de l'article R2121-6 du Décret n°2018-1075, dans la nomenclature des produits et services du CH de la Côte Basque aux codes suivants : HD10MOOO et HD10E000.

2.3 - Options (au sens du droit communautaire)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- le marché comporte des reconductions
- le CH de la Côte Basque se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4, 1° du Code de la commande publique.

2.4 – Durée du marché :

Le marché est conclu pour une période initiale de douze (12) mois à compter du 1er Août 2025.

A l'issue de cette première période le marché pourra être reconduit trois (3) fois, par période successive de douze (12) mois chacune.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction du marché est tacite. Cela signifie que le silence gardé par l'Acheteur reconduit automatiquement le marché et le Titulaire ne peut donc s'y opposer.

L'Acheteur se réserve toutefois la possibilité de ne pas reconduire le marché, sans indemnités pour le Titulaire. La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de deux (2) mois avant l'échéance de la période en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 – PROCEDURE UTILISEE

La procédure de consultation utilisée est la suivante : Appel d'Offres Ouvert, en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4 – ETENDUE DE LA CONSULTATION - ALLOTISSEMENT

La consultation n'est pas allotie. Elle se compose d'un lot unique (voir détail dans le CCTP joint).
Le non allotissement se justifie par le caractère homogène et indivisible des prestations demandées.

ARTICLE 5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes (dont l'offre financière - BPU - du Titulaire du marché) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
- L'offre technique du Titulaire

Il est rappelé que le fait de répondre à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve des documents particuliers du marché (CCAP-CCTP), sous peine de rejet.

Les exemplaires originaux sont conservés par l'Acheteur, pour seule foi.

Les documents d'ordre général (CCAG et normes en vigueur) ne sont pas joints au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

ARTICLE 6 – NORMES ET HOMOLOGATIONS

Les prestations ou fournitures objet de la présente consultation doivent être conformes aux normes, homologations nationales, européennes, internationales en vigueur au jour de la livraison (voir CCTP joint).

ARTICLE 7 – DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT

Les soumissionnaires devront impérativement compléter et joindre à leur offre le document intitulé « **tableau offre financière** » joint au dossier de consultation.

L'offre devra tenir compte de l'ensemble des besoins émis dans le CCTP.

Elle fera ressortir le **prix unitaire H.T. (au conditionnement et au litre) par article et préciser le reconditionnement en litres par kilogramme.**

Le montant **de la TVA et les montants minimum et maximum HT et TTC annuels apparaitront également.**

La taxe appliquée au prix hors taxe du marché est la TVA au taux en vigueur à la date de l'offre. Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application des taxes et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

En cas de discordance entre le prix HT et TTC, le prix H.T. sera retenu et le montant total sera corrigé en conséquence.

Le prix devra comprendre la totalité de la prestation, à savoir les coûts de :

- Fourniture du matériel et des produits de cafétéria (potages et boissons chaudes)
- Transport,
- Installation, mise en service et maintenance,
- Formation des utilisateurs,
- Fourniture de la documentation technique en français, fiches techniques des produits,
- Toute obligation nécessaire au bon fonctionnement de la fourniture, découlant des pièces du cahier des charges et de la législation en vigueur au jour de l'installation.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges et taxes fiscales et parafiscales ou autres frappant la fourniture. Il s'entend franco de port et d'emballage.

Les prix facturés sont ceux à la date de commande.

Aucune facturation complémentaire à l'acte d'engagement ne sera acceptée.

ARTICLE 8 – VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont révisables dans les conditions définies ci-après.

Prix de référence : Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres, appelé « mois zero » (Mois M0).

Les prix de référence du marché sont les prix nets HT, figurant sur le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Type et modalités de variation des prix : la révision des prix est **semestrielle**.

Les prix mentionnés dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement pourront être révisés (à la hausse ou à la baisse) semestriellement, chaque 1^{er} Août et 1^{er} Janvier, sous réserve de reconduction, par application de la formule suivante :

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$P_n = P_o \times (I_n / I_o)$

P_n = prix révisé HT

P_o = prix initial HT

I_n : valeur du dernier index publié à la date de la révision

I_o : valeur du dernier index connue au mois Mo de remise des offres.

La révision se fera sur la base de l'indice suivant :

Indice des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France métropolitaine –
Nomenclature Coicop : 01 – Produits alimentaires et boissons non alcoolisées.

Clause de préavis : Le titulaire du marché sollicitera le Centre Hospitalier, par l'envoi d'un courrier avec accusé de réception **adressé à la Responsable du Service Restauration**, afin de lui faire connaître les nouvelles conditions de prix.

La demande de révision doit être formulée, **2 mois à l'avance**, avant la date prévue pour l'application de la révision.

L'absence, dans ce délai, d'une demande de révision des prix a pour conséquence le maintien de l'offre initiale.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION

Les fournitures et prestations doivent être conformes aux prescriptions et spécifications mentionnées dans le C.C.T.P joint, notamment en ce qui concerne les conditions de livraison.

9.1 Conditions relatives aux commandes :

Les commandes seront passées en fonction des besoins du service Restauration du Centre Hospitalier de la Côte Basque après émission d'un bon de commande comportant notamment :

- la référence du marché
- la désignation de la fourniture, la référence
- les quantités à livrer
- le délai, lieu et horaire de livraison
- le montant de la commande
- le numéro de référence de la commande.

9.2 Conditions de livraison du matériel :

La livraison et l'installation du matériel devront être effectuées dans un délai de 15 jours, selon le planning arrêté conjointement par la Responsable du service Restauration et le Titulaire du Marché. Il sera livré aux lieux et horaires fixés sur le bon de commande établi par le service Restauration.

Le matériel sera réceptionné par la Responsable du service Restauration du Centre Hospitalier de la Côte Basque, ou son représentant, pour y être contrôlé et inventorié.

La livraison, l'installation et la mise en service seront réalisées sous la responsabilité entière et exclusive de l'opérateur économique titulaire du marché.

La livraison devra être accompagnée d'un bordereau de livraison mentionnant :

- La date d'expédition,
- Le numéro de référence de la commande
- Le numéro du marché
- L'identification de l'établissement
- La désignation de la fourniture livrée
- Le descriptif du matériel livré rédigé en français.

Le bordereau du transporteur sera signé par le responsable du service Restauration chargé du dossier qui en garde un exemplaire et en remet un au livreur.

Ce récépissé ne préjuge pas de l'acceptation définitive du matériel.

Le titulaire du marché est tenu d'être présent au moment des livraisons ou de se faire représenter par un mandataire.

Sauf dérogation expresse, les transports et manutentions nécessités par la livraison et l'installation sont effectués par les soins et aux frais du titulaire du marché.

9.3 – Conditions de livraison des produits de cafétérie :

La fourniture devra être livrée aux lieux et horaires fixés sur le bon de commande et sera réceptionnée par le Service Restauration du Centre Hospitalier de la Côte Basque pour y être contrôlée et inventoriée.

9.4 – Responsabilité du Titulaire du marché :

Toutes les livraisons égarées du fait du non respect du lieu de livraison seront à la charge du titulaire du marché et ne pourront pas être facturées au Pouvoir Adjudicateur.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination, ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire du marché.

Ce dernier est responsable du mode de transport de ses produits ainsi que des avaries qui pourraient être commises par son personnel ou son transporteur lors du transport et de la livraison des fournitures.

Les colis défectueux seront refusés et/ou retournés en port dû au titulaire du marché.

En cas d'impossibilité de livraison ou de modification de tout élément de la commande, le titulaire du marché doit en aviser sans délai le service Restauration du Centre Hospitalier de la Côte Basque par téléphone avec une confirmation par fax.

ARTICLE 10 – PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON

Le titulaire s'engage à respecter le délai de livraison des fournitures mentionnés dans le présent CCAP.

A défaut, si le Titulaire ne respecte pas les dates de livraison, il pourrait se voir appliquer des pénalités de retard, en application de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, sauf cas particulier exposé par le titulaire et accepté par l'Acheteur.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V * R / 1\,000$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base (en valeur minimum annuelle estimée du marché), hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités s'appliquent au premier euro quel que soit le montant.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire.

ARTICLE 11 – CONTROLES DE CONFORMITE

11.1. Vérification de la fourniture et essais :

Des essais et contrôles auront lieu lors de la mise en service par le cadre du service concerné, ou son représentant, en présence du titulaire du marché.

Ils visent à constater le bon état de marche du matériel et de la qualité organoleptique des produits objet du présent marché.

Le contrôle des livraisons s'effectuera sur la quantité et sur la qualité de la fourniture, celles-ci devant être conformes aux prescriptions et spécifications mentionnées dans le C.C.T.P joint.

Vérification quantitative :

Conformément au CCAG-FCS, la quantité devra être conforme à la commande, sinon la Responsable du service Restauration mettra en demeure le Titulaire du marché :

- Soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande, sans contrepartie
- Soit de compléter la livraison si la quantité fournie est inférieure à la quantité commandée, dans un délai n'excédant pas 48 heures à compter de la mise en demeure notifiée au Titulaire.

Vérification qualitative :

Les opérations de vérification qualitative ont quant à elles pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications de la commande et du marché.

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière.

Tout produit non conforme à la commande sera refusé.

Le Titulaire est responsable des avaries qui pourraient être commises par son personnel ou transporteur.

Tout colis défectueux sera refusé et/ou retourné en port dû au Titulaire du marché et devra faire l'objet d'un remplacement immédiat et gratuit.

Le remplacement du ou des produits devra être effectué sans délai pour les fournitures rapidement altérables, et dans les 48 heures suivant la mise en demeure notifiée au Titulaire pour tout autre type de fournitures.

11.2. Décision d'admission, ajournement, réfaction ou rejet :

A la fin des essais et contrôles, le Directeur du Centre Hospitalier ou son représentant prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Le fait pour le matériel de ne pas remplir les performances annoncées peut être une cause d'ajournement, de réfaction, ou de rejet du matériel.

Toutefois, le Titulaire du marché pourra être admis à fournir un autre matériel, plus performant, mais sans pouvoir prétendre à aucune indemnité ou remboursement de frais quels qu'ils soient, ni à aucune plus value pour le changement de modèle.

Après deux ajournements restés infructueux ou deux rejets notifiés, la résiliation du marché pourra être prononcée.

En revanche si l'accord est donné par le Directeur du Centre Hospitalier ou son représentant pour une admission, un procès verbal est établi en deux exemplaires, dont l'un est remis au Titulaire du marché afin de valider l'admission définitive de la fourniture, sous réserves de vices cachés.

L'admission nécessite obligatoirement que :

- l'équipement (l'ensemble de la fourniture) soit opérationnel

- la livraison soit conforme à la commande
- l'ensemble des documents d'accompagnement soit livré
- la formation des utilisateurs soit programmée et le planning arrêté en accord avec le Centre Hospitalier

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU CONTRAT - CLAUSE DE REEXAMEN

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée L2194-1 du Code de la commande publique. En vertu de cet article, le marché pourra être modifié dans les cas suivants :

- Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- Des fournitures ou prestations supplémentaires sont devenues nécessaires ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Les modifications sont de faible montant.

Concernant les modifications financières pour circonstances imprévisibles :

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP.

Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises apportées par le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre et par conséquent sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées au prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et sincérité des documents et décide de la suite à donner à la demande.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, ces modifications temporaires apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, sont formalisées par avenant signé des deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

Les surcoûts seront en partie compensés par l'Acheteur et excluront toute indemnisation ultérieure du titulaire pour la période concernée.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les parties conviennent de réévaluer la situation à l'issue du délai évoqué (clause de rendez-vous).

A l'issue du délai les prix retrouveront leur niveau avant avenant.

Concernant la cession du marché :

En cas de cession du marché tous les documents et informations nécessaires à l'étude de la cession devront être transmis au CH de la Côte basque, à savoir :

- Déclaration de non interdiction du cessionnaire à concourir aux marchés publics
- Extrait K ou Kbis du cessionnaire
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité ;
- Attestations de régularités fiscales et sociales du cessionnaire
- RIB du cessionnaire
- Tout document établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci ;
- Pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire
- Date à laquelle la cession doit intervenir.

L'Acheteur étudie la demande de cession, étant précisé qu'il ne peut la refuser que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

ARTICLE 13 – OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LES MARCHES

Dans le cadre de sa politique d'achats, le Centre Hospitalier de la Côte Basque a pour objectif d'intégrer, autant que possible, les objectifs de développement durable dans ses marchés, afin d'encourager un achat public plus responsable. Il reste donc sensible aux engagements et dispositions mises en œuvre par les candidats dans le domaine du développement durable, notamment sous l'aspect environnemental.

Le titulaire veillera notamment à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, sécurité et santé des personnes.

ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Hormis les obligations mentionnées dans le CCTP, les Titulaires des marchés devront respecter les éléments ci-dessous.

14.1 - Transmission des justificatifs fiscaux et sociaux en cours d'année :

Le Titulaire s'engage à transmettre à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, tous les six mois à compter de la date de notification, du marché et pendant la durée de son exécution, les pièces Suivantes :

- pour les titulaires établis ou domiciliés en France : les pièces prévues aux articles L8222-1 à 3s, L 8254-1 à 4s, R8245-1 et D 8254-2 à 5s du code du travail et articles du code de la commande publique

- pour les titulaires établis ou domiciliés à l'étranger : les pièces prévues aux articles L8222-4, D 822-7 et 8 du code du travail et articles du code de la commande publique.

Par application, de l'article R2143-6 du code de la commande publique, en cas d'inexactitude des documents ou renseignements ou de refus de produire les pièces indiquées ci-dessus, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

La décision de résiliation ne pourra intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée par mise en demeure envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception, et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

14.2 - Obligation d'information en cas de changement de situation administrative ou juridique :

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'établissement, sans délai et par écrit, toute modification affectant sa situation juridique et administrative, notamment :

- Jugement de redressement ou liquidation judiciaire
- Survenance d'une interdiction de concourir aux marchés publics
- Modification de dénomination sociale, de coordonnées bancaires....
- Fusion, absorption, cession d'activité, changement de forme juridique de la structure titulaire....

Le Titulaire doit faire parvenir les justificatifs ou documents traduisant ce changement (extrait K Bis, RIB/RIP, pouvoir/délégation de signature.....) dans les plus brefs délais et avant toute nouvelle facturation. A défaut le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation, après réception des documents nécessaires.

Tout changement relatif au Titulaire (modification de raison sociale/dénomination/forme juridique/changement d'adresse, changement de coordonnées bancaires...) ou de manière générale toute modification de fonctionnement pouvant influencer sur l'exécution du marché, doit être porté à la connaissance de la cellule des marchés du CH de la Côte Basque.

14.3 - Obligations de respect du règlement intérieur :

Le Titulaire ainsi que son personnel, amenés à intervenir dans les locaux des établissements du GHT Navarre-Côte Basque se conforment au règlement intérieur de l'établissement, et notamment à son organisation. Il est assujéti aux règles d'accès, de sécurité et d'hygiène.

Les établissements du GHT se réserve le droit de refuser l'accès, à l'établissement concerné, de toute personne dont le comportement porterait atteinte à la sécurité et au service public hospitalier et d'exiger le remplacement d'un agent ayant un comportement incompatible avec le règlement de l'établissement.

14.4 - Obligation de confidentialité, protection des données et mesures de sécurité :

Conformément aux articles 5.1, 5.2 et 5.3 du CCAG-FCS le titulaire s'engage à respecter la confidentialité ainsi que la protection et sécurité des données à caractère personnel dont il aura connaissance et à ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations ou documents communiqués à l'occasion de l'exécution du marché.

Il informe également ses sous-traitants de leur soumission à cette obligation et reste responsable du respect de celle-ci (article 5.4 du CCAG-FCS).

Obligation de confidentialité :

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

Cette obligation perdure au-delà de la fin d'exécution du marché.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

Sécurité et protection des données à caractère personnel / RGPD :

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le règlement européen sur la protection des données »).

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 32 à 35 du Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles il a accès, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

Le Titulaire s'engage principalement à :

- ne pas utiliser les données auxquelles il peut accéder à des fins autres que celles prévues par ses attributions ;
- ne divulguer ces données qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;
- ne faire aucune copie de ces données sauf à ce que cela soit nécessaire à l'exécution de ses fonctions ;
- prendre toutes les mesures conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;
- prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art pour préserver la sécurité physique et logique de ces données ;
- s'assurer, dans la limite de ses attributions, que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données ;
- en cas de cessation de ses fonctions, restituer intégralement les données, fichiers informatiques et tout support d'information relatif à ces données.

Concernant tout particulièrement les accès à distance le Titulaire s'engage à :

- toujours passer par l'accès VPN mis à sa disposition par le GHT pour réaliser ses actions et à ne pas utiliser des outils de prise en main à distance accessibles par une connexion tierce (ex: Teamviewer/AnyDesk/...).
- fournir la liste des adresses IP publiques des exploitants qui pourront se connecter à l'accès VPN, et le GHT mettra en place un filtrage du compte sur ces adresses IP.
- utiliser en priorité l'authentification à deux facteurs. Le premier facteur sera connu de lui seul, et le second facteur (un OTP) ne sera connu que du GHT et sera transmis au Titulaire à la demande. Si cela n'est pas possible, alors le GHT activera le compte du Titulaire à la demande lors d'intervention juste pour le temps nécessaire. De plus, le GHT configurera son accès afin qu'il ne soit possible de ne réaliser qu'une seule connexion en simultanée.
- ne se connecter qu'aux machines nécessaires à l'exécution de ses fonctions et suivant les règles de filtrage définies avec le GHT.
- respecter les règles suivantes :

- * conserver les secrets du GHT dans une solution de coffre-fort de mots de passe sécurisée (ex: Keepass)
- * ne jamais enregistrer les secrets du GHT dans les applications utilisées pour l'administration du SI (ex: navigateur, putty, ...)
- * utiliser des postes dédiés à l'administration lors de l'intervention. Ces postes ne doivent pas réaliser des tâches de bureautique (office, courriel, ...) ou toutes autres tâches à risque.
- * utiliser exclusivement un poste d'administration professionnel avec un antivirus à jour – l'usage d'un poste personnel est à proscrire.
- * ne pas mettre en place d'outil de prise en main à distance (ou toutes autre solution générant un "tunnel" de contrôle) pour contourner le VPN du GHT.
- * en cas de besoin d'une supervision sur les serveurs du GHT, une matrice de flux vers internet sera fournie (hostname/ip publique, port, protocole). Les métriques seront poussées du GHT vers les exploitants sans jamais que la solution utilisée ne puisse permettre une prise de contrôle/exécution par ce canal. La configuration de l'agent de supervision doit être statique et le serveur de supervision ne doit pas être en capacité de modifier la configuration de l'agent, ou de transmettre un argument pris en compte dans l'exécution des commandes de l'agent.

Cet engagement de confidentialité, en vigueur pendant toute la durée du marché, demeurera effectif, sans limitation de durée après la cessation des fonctions du Titulaire, quelle qu'en soit la cause, dès lors que cet engagement concerne l'utilisation et la communication de données à caractère personnel.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune indemnité en dédommagement.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

ARTICLE 15 – MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

L'euro est la monnaie de compte du présent marché.

15.1 Modalités relatives à la facturation électronique :

Depuis le 1^{er} Janvier 2020, la facturation électronique est obligatoire pour l'ensemble des entreprises. Elle passe obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « **Chorus Pro** » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Pour l'accès à Chorus Pro, **l'identifiant pour le CH de la Côte Basque** est :
N° SIRET : 266 405 679 00017 et Code Service (cf ci-dessous).

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes (cf Décret n° 2019-748 du 18 Juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique) :

- Le code service et les références d'engagement suivants :

* En cas de contrat exécuté au moyen de bon(s) de commande :

- le code service **GEF**
- le **numéro du / des bon(s) de commande(s)** (composé de 2 lettres en majuscule et de 6 chiffres)
- le **n° de marché**.

* En cas de contrat exécuté sans de bon de commande :

- le code service LSCP
- le **n° de marché**.

- La date d'émission de la facture ;
 - La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
 - La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
 - La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
 - La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
 - Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
 - Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
- Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au décret du 18 Juillet 2019 susmentionné, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

S'il s'avère que la facture, après contrôle, n'est pas conforme, le service du Centre Hospitalier chargé de cette vérification renverra, avant tout mandatement, la facture erronée à l'organisme émetteur. Dans ce cas, le délai de paiement est suspendu jusqu'à remise par le titulaire du marché de la nouvelle facture réputée conforme.

15.2 Modalités de financement et mode de règlement du marché :

Modalités de financement :

Le financement est basé sur le budget de chaque établissement concerné par la consultation.

Mode de règlement du marché :

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R.2192.11 du Code de la Commande Publique.

Il sera appliqué le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux de référencement de la Banque centrale européenne (BCE) majoré de 8 points, en application du Décret du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement.

Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40 €. Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- Modification de la raison sociale
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés...

15.3 Comptable public assignataire :

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

Madame le Trésorier Principal
Receveur du Centre Hospitalier de la Côte Basque
13 avenue de l'Interne Jacques Loëb - 64109 BAYONNE
☎ 05.59.52.27.70

ARTICLE 16 – ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17 – CAUTIONNEMENT / RETENUE DE GARANTIE

Sans Objet.

ARTICLE 18 – AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11 du CCAG-FCS avec un taux fixé à 5%.

L'avance est accordée au titulaire du marché, dans les conditions fixées à l'article R.2191-3 du décret n°2018-1075 du 03/12/2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, sauf renonciation expresse du titulaire du marché qui devra être indiquée clairement dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 19 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCE

En application de l'article R.2191-46 du décret n°2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique, il sera délivré, à la demande du titulaire :

- Soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché
- Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définis par un arrêté du ministre chargé de l'économie.

Il est rappelé au titulaire du marché que ce document ne pourra pas être délivré une deuxième fois, c'est un document unique.

ARTICLE 20 – RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

20.1 – Dispositions générales :

Il est rappelé à l'opérateur économique que ses obligations sont fixées par les pièces contractuelles du marché (CCAP, CCTP, Acte d'engagement et ses annexes).

Il sera fait application, le cas échéant, des articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité au titre d'un préjudice.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision ou à défaut à la date de notification de cette décision.

20.2- Résiliation aux torts du Titulaire du marché :

Outre les cas de résiliation prévus à l'article 41 du C.C.A.G-F.C.S., il est à noter que le marché pourra également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable et l'avoir invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours, en cas de :

- Manquement à la législation, en particulier en matière d'hygiène alimentaire,
- Défaillance commerciale ayant fait l'objet d'au moins deux avertissements notifiés (impossibilité de livrer dans les délais impartis ou dégradation de la qualité),
- Après deux ajournements ou rejets du matériel notifiés au Titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le Centre Hospitalier se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

20.3- Particularités concernant la résiliation pour difficulté d'exécution ou inexécution non fautive du marché :

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable ou difficilement exécutable le marché, l'Acheteur peut prononcer la résiliation de ce dernier, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, et par dérogation à celui-ci, l'Acheteur pourra ainsi mettre fin au marché lorsque :

- Le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures,
- En cas de désaccord sur une modification exceptionnelle des prix

20.4 - Redressement ou liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'Article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20.5 – Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire :

L'Acheteur se réserve le droit de faire assurer, le cas échéant, la prestation par un autre opérateur économique aux frais et risques du titulaire du marché, dans les cas mentionnés à l'article 45 du CCAG-FCS et principalement dans les cas suivants :

- Inexécution par le Titulaire du marché d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard (impossibilité de livrer la fourniture dans les délais et conditions prévus au marché),
- Il est constaté une dégradation de qualité (non-conformité) par rapport aux conditions du CCTP ou engagement pris par le titulaire et/ou non-respect des dispositions réglementaires en vigueur

Chaque carence du titulaire ayant entraîné la prise en charge de la prestation par un autre opérateur économique sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le surcoût éventuel sera à la charge du titulaire du marché défaillant et fera l'objet d'un titre de recette à son encontre ou d'une demande d'avoir proportionnel aux frais résultants de cette défaillance. Le montant de l'avoir sera défacturé des factures présentées par le titulaire du marché.

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout litige relatif à cette consultation ou au futur marché, la procédure pourra se dérouler en 2 étapes :

1. Arrangement à l'amiable entre l'opérateur économique et le Centre Hospitalier, par le biais d'un comité consultatif de règlement amiable (article R2197-1 du décret n°2018-1075 du 03/12/2018)
2. Recours au jugement du Tribunal Administratif de Pau, seul compétent :

Tribunal Administratif de PAU

Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey

64010 PAU Cedex

Téléphone : 05.59.84.94.40 - Télécopie : 05.59.02.49.93.

Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

Pour obtenir les renseignements relatifs à l'introduction des recours, les opérateurs économiques devront s'adresser au greffe du Tribunal ci-dessus mentionné.

Les voies de recours ouvertes aux opérateurs économiques sont les suivantes :

1 – Référé précontractuel prévu aux articles L 551-1 et suivants du code de justice administrative.

2 – Référé contractuel prévu aux articles L 551-13 et suivants du code de justice administrative.

3 – Recours pour Excès de Pouvoir.

4 – Recours de plein contentieux en contestation de la validité du contrat issu des arrêts du Conseil d'Etat « Tropic » du 16/07/2017 et « Tarn et Garonne » du 04/04/2014.

Pour obtenir les renseignements relatifs à l'introduction des recours, les opérateurs économiques devront s'adresser au Tribunal ci-dessus mentionné.

ARTICLE 21 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont obligatoirement rédigées en français. Tout document rédigé dans une autre langue devra être accompagné d'une traduction en français.

ARTICLE 22 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

| Articles du CCAP | Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé | Objet |
|--------------------|---|------------------------------|
| 2.4 | 13.1 | Départ d'exécution du marché |
| 10 | 14.1.3 | Pénalités |
| 20.1 – 20.2 – 20.3 | 40, 41 et 42 | Résiliation du marché |